

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MAPA N° HMN250003FRN

Location de six automates de sérologie infectieuse, comprenant la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation du personnel, et la maintenance, destinés à équiper le Laboratoire d'Urgence et de Qualification des Organes, Tissus et Cellules destinés à la Greffe du Département Prévention-Diagnostic-Traitement des Infections des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

MARCHE PRENANT EFFET A COMPTER DE LA DATE DE NOTIFICATION

SOMMAIRE

ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE	3
I.1 - OBJET	3
I.2 – ALLOTISSEMENT	3
I.3 – FORME.....	3
I.4 – DUREE.....	3
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE III – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS.....	5
ARTICLE IV – COMMANDES LIVRAISON ADMISSION	6
IV.1 – COMMANDES.....	6
IV.2 - LIVRAISON	7
IV.3 – ADMISSION.....	8
ARTICLE V – CONTROLE ET SUIVI DU MARCHE.....	9
V.2 – MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC.....	9
V.3 – SUBSTITUTION DE FOURNITURE.....	9
ARTICLE VI – OBLIGATION DU PRESTATAIRE	10
ARTICLE VII – FACTURATION ET PAIEMENT.....	11
ARTICLE VIII – ASSURANCES	12
ARTICLE IX – NANTISSEMENT	13
ARTICLE X – RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE XI – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	13
XI.1 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	13
XI.2 – VIGILANCES.....	14
ARTICLE XII – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	14
XII.1 - RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	14
XII.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	14
XII.3 - LITIGES.....	15
ARTICLE XIII – DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE

I.1 – OBJET

Le marché a pour objet la location de six automates de sérologie infectieuse, comprenant la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation du personnel, et la maintenance, destinés à équiper le Laboratoire d'Urgence et de Qualification des Organes, Tissus et Cellules destinés à la Greffe du Département Prévention-Diagnostic-Traitement des Infections des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

I.2 – ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie de la manière suivante :

Lot n°1 : Location de trois automates en miroir réalisant entre autres les paramètres Toxo, Ag NS1 du virus de la Dengue

Lot n°2 : Location d'un automate réalisant entre autres les paramètres CMV, Parvo B19, Quantiféron -TB

Lot n°3 : Location d'un automate réalisant les paramètres HCV, HBs, HBc, HAV HTLV

Lot n°4 : Location d'un automate réalisant les sérologies arbovirus (WNV, Dengue Chikungunia et Zika)

I.3 – FORME

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en vertu des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire fractionné à bons de commande en application de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché résultant de cette consultation comportera un minimum et un maximum en valeur.

Le marché comportera un minimum et un maximum en valeur, ne pouvant excéder le montant de 221 000 € HT

Le Titulaire est engagé sur le montant maximum et le Pouvoir Adjudicateur sur le montant minimum.

I.4 – DUREE

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document, le marché est conclu pour **une durée de 4 ans à compter de sa date de notification**.

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Les bons de commande émis pendant la durée du marché pourront s'exécuter après la fin du marché dans la limite de deux mois à compter de la fin de celle-ci.

I.5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES OBLIGATOIRE

Aucune prestation supplémentaire obligatoire n'est demandée.

I.6 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES FACULTATIVE

Aucune prestation supplémentaire obligatoire n'est demandée.

I.7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES LIBRES

Aucune prestation supplémentaire libre n'est demandée.

I.8 – VARIANTES

Les variantes sont autorisées.

I.9 – NEGOCIATION

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de négocier les offres.

Elle ne peut conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécutions du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de consultations.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de tous les candidats.

ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (notamment ses annexes financières),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes, l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur faisant seul foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières du MAPA n° HMN250003FRN
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence
- les bons de commande au fur et à mesure de leur émission, signé par la personne habilitée à engager l'AP-HP
- les documents techniques présentés par le candidat et admis par le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de la consultation

ARTICLE III – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

III.1. – CARACTERE ET CONTENU DE PRIX

De par leur nature, les prestations objet du marché nécessitent de la maintenance dont le montant sera inclus dans le loyer. Le Titulaire s'engage selon les modalités du CCTP et de son offre.

Dans le cadre de la location, le prix du marché est un prix **global et forfaitaire**. (Article R.2112-6 2°)

Outre la fourniture des matériels et des prestations, sont inclus dans le prix et effectués par la main d'œuvre spécialisée du titulaire :

- la livraison des matériels, objet du marché sur les lieux d'utilisation
- la mise en place et le montage des matériels
- tous les raccordements, à savoir : les raccordements aux attentes existantes et les raccordements prévus dans les options sélectionnées dans le marché
- la mise en service et les essais des matériels
- la mise à disposition de l'hôpital Henri MONDOR :
 - de personnes compétentes pour former le personnel utilisateur et les services techniques, à l'exploitation du matériel. Le prestataire devra s'assurer que cette formation est bien acquise et que les consignes d'utilisation et d'entretien sont bien assimilées. Une feuille d'émargement du personnel formé sera transmise au titulaire du marché. Ce document, dûment rempli lors de la formation, devra être envoyé à l'ingénieur biomédical. Il sera joint au PV de réception du matériel.
 - des tarifs de référence (matériels de base, accessoires, pièces détachées)
 - du catalogue incluant les matériels proposés
 - de toute la documentation, rédigée en langue française, à la livraison, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant, et des éventuels rectificatifs sans supplément de prix et notamment, la notice d'utilisation, la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel, la notice d'entretien, la liste des opérations à effectuer par un technicien et leurs durées pour établir en urgence avec des appareils de contrôle un diagnostic de panne.
- la répercussion, à titre gracieux, de toutes les améliorations, sur les logiciels acquis, introduits au tarif sur une période de **1 an** à compter de la date d'admission des matériels
- les manutentions
- la remise en état de toutes les détériorations causées lors de la mise en place et du montage des matériels, ainsi que les nettoyages afférents.

Concernant la maintenance Les modalités de sa mise en œuvre est précisée dans le contrat de location de l'équipement.

III.2 – REGIME DE PRIX

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

III.3 – MODALITES D'EXECUTION

Le montant du loyer sera facturé mensuellement à terme échu, soit le dernier jour de chaque mois.

La location commencera à courir à compter de la date de mise en service des appareils (date du procès-verbal de mise en service)

Toute facturation du loyer et de la maintenance devra comprendre :

- o l'identification de la société
- o la description exacte de l'appareil en détaillant tous ses éléments
- o le montant hors taxe de la location
- o le montant toutes taxes comprises de la location
- o le tampon et la signature de la société

ARTICLE IV – COMMANDE LIVRAISON ADMISSION

IV.1 – COMMANDES

Les commandes seront effectuées par **la Direction Achat Service Economique et Logistique, des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de l'AP-HP, et exécutées auprès de celle-ci.**

Les bons de commande seront adressés directement au titulaire du marché par le Directeur de l'établissement concerné ou son représentant habilité.

Les bons de commande mentionneront très précisément :

- le numéro du marché
- la prestation commandée
- les quantités commandées
- le lieu de destination
- le délai d'exécution
- les prix hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total de la commande toutes taxes comprises

Les bons de commande ne pourront être passés que pendant la période d'exécution du marché.

Les délais d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme du marché. En conséquence, les bons de commande passés dans les délais d'exécution du marché pourront être exécutés postérieurement au terme de la période de validité du marché, dans la limite maximale de deux (2) mois.

IV.2 – ATTESTATION DE LOCATION MENSUELLE

A chaque bon de commande devra correspondre une attestation de location mensuelle qui sera remise au responsable de la Direction Achat Service Economique et Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Cette attestation comprendra au minimum les renseignements suivants :

- le nom du fournisseur
- la référence du bon de commande
- la nature des fournitures livrées
- les quantités des fournitures livrées

IV. 3 - LIVRAISON

IV.3.1 - Conditions générales d'exécution

Les frais de transport sont à la charge du Titulaire.

Les conditions de livraison, d'exécution, de transport et d'expédition sont laissées au libre choix du Titulaire, sous réserve qu'elles soient en conformité avec les conditions exposées dans :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries.

Outre les conditions précisées ci-dessus, l'exécution des bons de commande se fera dans les formes prévues et suivant le lieu, le jour et l'heure indiqués sur ceux-ci.

Implantation de l'équipement

Le fournisseur se conformera aux contraintes d'installation du site. Toute modification ultérieure d'implantation non mentionnée dans l'offre sera à la charge du Titulaire.

IV.3.2 - Bon de livraison

A la livraison de l'équipement, un bon de livraison sera remis par le transporteur à l'ingénieur Biomédical et comprendra au minimum les renseignements suivants :

- le nom du fournisseur
- la référence du bon de commande
- la nature des fournitures livrées
- les quantités des fournitures livrées

IV.3.3 – Documentation devant accompagner la livraison

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans suppléments de prix. La documentation comprend notamment :

- le certificat de Marquage CE Médical en cours de validité. L'équipement proposé devra être conforme au Marquage C.E. et aux normes en vigueur au moment de la mise en service. L'usage du français est obligatoire pour le marquage, l'affichage des messages destinés aux utilisateurs et la rédaction des documents d'accompagnement
- la notice d'utilisation. Les précautions d'utilisation des différents équipements et accessoires devront être clairement spécifiées sous forme d'un document didactique et accessible à tous les utilisateurs. De même, les modalités d'entretien quotidien (nettoyage, désinfection) devront être précisées.
- la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel
- la notice d'entretien
- la liste des opérations à effectuer par un technicien, leur durée et leur périodicité dans le cadre d'un entretien préventif
- la liste des opérations à effectuer par un technicien et leur durée pour établir en urgence un diagnostic de panne.

IV.3.4 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution devra être conforme aux conditions inscrites dans l'Offre.

Mise en service :

L'Ingénieur Biomédical de l'hôpital Henri MONDOR fixera avec le Titulaire du marché la date à laquelle la mise en service effective interviendra ; elle servira de point de départ aux opérations de vérification.

En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé, le Titulaire du marché devra en aviser immédiatement à réception de la commande l'Ingénieur Biomédical de l'hôpital Henri MONDOR

IV.4 – ADMISSION

Le délai de livraison ne pourra excéder un (1) mois, avec possibilité de prolongation expresse de la DITIME. Le délai à maxima entre la livraison et la mise en service ne pourra excéder sept (7) jours.

Conformément aux dispositions des articles 27 à 31 du C.C.A.G-FCS des opérations de vérifications seront réalisées sous la responsabilité de l'ingénieur biomédical, et/ou du chef du service concerné.

Cependant, ces vérifications s'effectueront dans un délai de **15** jours à compter de la livraison de la fourniture ou de la date de mise en service.

Elles comporteront des tests de fiabilité et la vérification des performances dont la teneur sera communiquée au titulaire par l'établissement concerné.

Les opérations de vérifications seront réputées satisfaisantes dans la mesure où seront remplies les obligations prévues dans le C.C.T.P.

A l'issue du délai sus- cité, un procès-verbal de constatation des opérations de vérification valant admission sera établi contradictoirement entre le ou les représentant(s) des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et le Titulaire du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G-FCS l'admission de la fourniture ne sera pas réputée acquise dans le silence de l'AP-HP.

Le procès-verbal de constatation des opérations de vérification, concluant à l'admission tiendra lieu de notification de l'admission. Il sera adressé au Titulaire et joint à la facture.

La décision du Pouvoir Adjudicateur d'admettre, d'ajourner ou de rejeter la fourniture sera notifiée au titulaire dans les **15** jours en plus du délai imparti aux vérifications.

L'équipement loué est réputé conforme à la législation et à la réglementation en vigueur à la date de mise en service.

La société demeure propriétaire de l'équipement.

L'équipement loué est réservé à l'usage de l'hôpital Henri MONDOR. Ce dernier ne peut le prêter à un autre hôpital, ne peut procéder à une modification ou à une transformation de l'équipement sans l'accord écrit de son propriétaire et doit restituer l'équipement à l'issue du terme du marché.

IV.5- REFACTION OU RESILIATION POUR NON QUALITE

En cas de problèmes de qualité rencontrés par les utilisateurs, le titulaire sera mis en demeure de les résoudre dans les plus brefs délais et conformément à l'article 30.3 du CCAG susvisé, une refaction sera appliquée.

Si les problèmes persistent ou apparaissent de façon répétitive, la DITIME sera en droit de résilier le marché.

Dans ce cas, et si une adaptation technique avait été nécessaire à la mise en place du marché pour compatibilité entre les consommables et le matériel, le titulaire devra remettre le parc de matériel ou d'accessoires dans l'état initial, et ceci à ses frais.

ARTICLE V – CONTROLE ET SUIVI DU MARCHE

V.1 - CONTROLE DE CONFORMITE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

La DITIME se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire et la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

En cas de non-conformité, la DITIME aura la possibilité de procéder à la résiliation du marché.

V.2 – MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

Conformément à l'article L.2194-1 2° et 5° la DITIME se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour, et dont les modifications apportées ne sont pas substantielles.

V.3 – SUBSTITUTION DE FOURNITURE

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché.

Dans ce cas, le titulaire pourra proposer un nouveau produit qui fera l'objet d'une évaluation préalable sans frais pour la DITIME. Cette évaluation menée par le pouvoir adjudicateur portera sur les aspects réglementaires qualitatifs, quantitatifs et financiers.

A l'issue de la période d'évaluation, les produits pourront être introduits au marché **à condition que l'économie du marché ne soit pas substantiellement modifiée.**

V.4– NOUVELLE FOURNITURE

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de modifier le montant du marché initial par voie d'avenant, sans toutefois dépasser 10% du montant marché initial.

V.5 – GARANTIE

Dans le cadre de la location, sans objet.

V.6 – PENALITES

Pénalités : Pour chaque journée de retard au-delà des délais d'intervention indiqués dans l'annexe 3 de l'AE, le Titulaire se verra appliqué une pénalité en abattement sur le forfait de location.

➤ **Pénalités en matière de maintenance corrective et de délai de livraison**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule suivante prévue par l'article 14.1.1 du C.C.A.G. :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

<i>P = Montant des pénalités</i>
<i>V = Valeur pénalisée HT</i>
<i>R = Nombre de jours de retard</i>

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Investissements et de la Maintenance aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire, et pourra résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G.

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie d'avenant.

➤ Pénalités en matière de location de l'équipement

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule suivante prévue par l'article 14.1.1 du C.C.A.G. :

$$P = \frac{V \times R}{N} \times 1,1$$

<i>P = Montant des pénalités</i>
<i>V = Valeur pénalisée HT = montant mensuel de « la formule locative »</i>
<i>R = Nombre de jours de retard</i>
<i>N = Nombre de jours dans le mois</i>

Dans tous les cas, indépendamment des pénalités de retard, la DITIME aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire et pourra résilier le marché aux torts du Titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 du C.C.A.G.

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie d'avenant.

ARTICLE VI – OBLIGATION DU PRESTATAIRE

VI.1 SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié la DITIME.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la DITIME. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP

VI.2 VENTE A DES TIERS

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE VII – FACTURATION ET PAIEMENT

VII.1 – CIRCUIT DES FACTURES

A chaque bon de commande, une facture correspondant à celui-ci sera établie et comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'acte d'engagement en **annexe 1**.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et du Code de la commande publique (Article L.2192-10).

La facture sera établie en EUROS.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché
- le n° SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- le montant hors taxe du loyer
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le numéro du bon de commande
- la description précise de la commande exécutée (type, modèle de l'équipement loué)
- le taux et le montant de la TVA*
- le montant total du loyer T.T.C
- la date d'émission de la facture

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <https://chorus-pro.gouv.fr>.

VII.2- DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire

VII.3 – AVANCES

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L.2191-2 et L.2191-3 du Code de la Commande Publique. *Le titulaire peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.*

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé au Directeur de la DITIME et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

ARTICLE VIII – ASSURANCES

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre du marché.

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre du marché :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,

- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.
- pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

S'il existe une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

Le titulaire est informé que, conformément à l'article 134 du décret 2016-360, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne concerne que les modalités de travaux et de service.

ARTICLE IX – NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R.2191-54 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE X – RETENUE DE GARANTIE

Le ou les titulaires sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles L.2191-7 et R.2191-32 à-35 du Code de la Commande Publique.

.

ARTICLE XI – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Pour éviter tout rejet de facture, le titulaire s'engage :

XI.1 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

- **à veiller à ce que la prestation commandée soit bien référencée** dans l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **informer sans délai** le Directeur de la DITIME de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le **titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur de la DITIME.

En cas de défaillance du titulaire, la DITIME se réserve la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'exécution aux frais et risques de celui-ci avec ou sans résiliation du marché conformément aux articles **41 et 45 de l'arrêté du 30 mars 2021** portant approbation du CCAG-FCS

Le cas échéant, la résiliation du marché aux torts du titulaire ne pourra être prononcée qu'après notification préalable d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de dix (10) jours.

XI.2 – VIGILANCES

Dans le cadre des vigilances, le candidat s'engage à signaler à la DITIME, tout incident survenant sur l'équipement, en France ou à l'étranger.

En cas de retrait, il s'engage à prendre à sa charge le rapatriement des matériels ou produits concernés depuis le lieu de stockage et à procéder à leur destruction.

La DITIME se réserve la possibilité de suspendre ou de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché si la Vigilance mettait sans conteste en cause un matériel ou un produit objet du marché.

ARTICLE XII – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

XII.1 - RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

- Le Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment mettre fin à l'exécution du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.
- Dans le cadre des Vigilances, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché si celles-ci mettaient sans conteste en cause un matériel ou un produit objet du marché.

XII.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG- FCS.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur .

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision notifiée par le Pouvoir Adjudicateur

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de manquements répétés ou encore si le Titulaire se montre incapable d'assurer les prestations qui lui ont été confiées, le Pouvoir Adjudicateur recourra à un tiers pour exécuter lesdites prestations et ce aux frais et risques du Titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire devra remettre immédiatement l'ensemble des matériels, documents, plans, clés, codes qu'il aurait encore en sa possession pour les besoins de sa mission.

XII.3 - LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la DITIME et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75181 Paris ;
E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr . Tél : 01 44 59 44 00.
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/> Télécopie : 01 44 59 46 46.
Télécopie Référé Contractuel et Précontractuel : 01 44 59 46 46.

En cas de litige avec un titulaire étranger, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

ARTICLE XIII – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G. :

<i>Article de dérogation</i>	<i>Article du CCAG correspondant</i>	<i>Objet de l'article auquel il est dérogé</i>
Article II	Article 4	<i>Ordre des pièces contractuelles</i>
Article IV.4	Article 28.2	<i>Opérations de vérification</i>
Article V.6	Article 14	<i>Pénalités</i>

(1) A

Le

(1) Mention « lu et approuvé » manuscrite suivie de la signature (identifiée) et du cachet de la société